Burundi : l'OAG recommande l'appui à l'endroit des petits agriculteurs

@rib News, 21/06/2013 - Source Xinhua L'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), organisation de la société civile burundaise, a lancé vendredi un appel pour une bonne affectation et exécution du budget agricole du Burundi afin d'appuyer les petits agriculteurs, lors d'une journée de réflexion sur les budgets alloués à l'agriculture. Plus de 90% de la population sont de petits exploitants agricoles qui produisent 95% de la nourriture du pays, a noté M. Pierre Claver Nahimana, consultant de l'OAG.

Les acteurs les plus importants sont des femmes qui représentent 55% de main-d'œuvre et constituent 70% des travailleurs agricoles, a-t-il précisé. Environ 62% de la population burundaise (environ 5 millions de personnes) sont identifiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme des sous-alimentés, comparativement à 44% en 1990, a-t-il déclaré. Les petits agriculteurs burundais font face à une multitude de contraintes à l'accroissement de leurs productions agricoles, a-t-il fait remarquer. La rareté des terres et l'incertitude sur le régime foncier sont des obstacles majeurs à la croissance agricole et sont souvent les sources de conflits. Les emplois non agricoles sont insuffisants et peu de marchés existent au Burundi pour écouler les produits. L'essentiel de la production alimentaire est autoconsommé par les familles elles-mêmes. Seulement 20% des récoltes arrivent sur le marché en raison de mauvaises informations sur les prix, l'insuffisance des installations de stockage et de transformation ainsi que le transport coûteux, a fait remarquer M. Nahimana. En outre, a-t-il poursuivi, les services de vulgarisation et de recherche sont peu développés. D'autres problèmes liés à ce secteur, sont aussi une quasi inaccessibilité au crédit pour les petits agriculteurs, l'insuffisance de moyens des associations des agriculteurs, des faiblesses en approvisionnement en eau nécessaire pour l'agriculture ainsi que des sécheresses localisées résultant du changement climatique. La productivité du bétail reste faible compte tenu de la dégradation des pâturages. À l'agriculture contribue 11% du Produit Intérieur du Burundi (PIB) et 91% des exportations, a-t-il mentionné. Pour l'OAG, le gouvernement burundais devrait maintenir les dépenses sur l'agriculture à un niveau élevé, en particulier à plus de 10% du budget national conformément à la déclaration de Maputo que le Burundi a signée.